



STATE OF NEW YORK | EXECUTIVE CHAMBER

ANDREW M. CUOMO | GOVERNOR

**Pour publication immédiate** : 10 novembre 2014

**LE GOUVERNEUR CUOMO ANNONCE UNE ECONOMIE DE 500 MILLIONS DE DOLLARS GRÂCE AUX  
MESURES DE PREVENTION DE LA FRAUDE A L'ASSURANCE CHÔMAGE**

***Des outils de suivi innovants permettent d'empêcher plus de 250 000 personnes de voler des  
prestations d'assurance chômage***

Le Gouverneur Andrew M. Cuomo a annoncé aujourd'hui que plus de 500 millions de dollars ont été économisés depuis 2011 grâce à des efforts innovants pour empêcher la fraude à l'assurance chômage dans l'Etat de New York.

« Ces réformes de lutte contre la fraude ont permis de renforcer le système d'assurance chômage de l'Etat de New York pour les demandeurs d'emploi et de faire en sorte que les employeurs n'aient pas à supporter le fardeau pour ceux qui cherchent à profiter du système », a déclaré le Gouverneur Cuomo. « Cette administration continuera de lutter contre la fraude à l'assurance chômage et de s'assurer que ces prestations ne bénéficient qu'aux seuls New Yorkais qui en ont besoin. »

Les employeurs de l'Etat contribuent au Fonds en fiducie de l'assurance chômage de l'Etat de New York. Lorsque le Fonds doit payer des prestations sur la base d'une déclaration frauduleuse, les employeurs devront payer davantage, et cela signifie que les consommateurs paieront plus eux aussi.

Les principales technologies que le Département du Travail de l'Etat utilise pour permettre de prévenir et détecter la fraude sont le croisement des données des nouvelles recrues et de celles des incarcérations, l'exploration de données (data mining) et le blocage d'adresses IP étrangères.

Le croisement des bases de données des nouvelles recrues permet d'identifier les personnes qui peuvent ne pas avoir droit aux prestations d'assurance chômage parce qu'elles ont recommencé à travailler. Dans la plupart des cas, ce croisement permet de les empêcher immédiatement de percevoir des prestations, même avant qu'elles ne reçoivent leur première paie. Depuis janvier 2011, les

French

protocoles de croisement des nouvelles recrues ont permis d'empêcher le paiement de prestations de 409 millions de dollars à plus de 200 000 personnes.

Les personnes incarcérées n'ont pas droit aux prestations parce qu'elles ne peuvent pas satisfaire aux exigences d'être disponibles pour un emploi. Le croisement des bases de données des incarcérations met un terme aux tentatives des détenus qui effectuent des demandes de prestations d'assurance chômage. Les demandes effectuées par une personne, ses amis ou des membres de sa famille, pour percevoir les prestations en son nom sont bloquées lorsque les bases de données des incarcérations sont comparées. En empêchant plus de 7 500 personnes de percevoir des prestations, le croisement des données des incarcérations ont fait économiser 18 millions de dollars supplémentaires.

Depuis juin 2012, la technologie de blocage d'adresses IP étrangères a empêché le paiement de prestations de 97 millions de dollars à plus de 40 000 personnes. Lorsque des ordinateurs ou appareils mobiles depuis des pays étrangers tentent d'accéder au système du Département du Travail de l'Etat de New York, la demande de prestations est bloquée. Cela empêche des personnes de percevoir des prestations lorsqu'elles sont hors du pays et non disponibles pour un emploi comme requis par la loi. Depuis que le blocage IP a été mis en place, le nombre de tentatives par trimestre a été réduit de près des deux tiers.

Le Département mène également des explorations de données sophistiquées pour détecter les usurpateurs d'identité qui utilisent ces informations pour percevoir des prestations. Les enquêteurs de l'Agence ont découvert des réseaux d'usurpation d'identité à grande échelle qui ont sévi dans l'Etat de New York et dans d'autres Etats. Dans un cas, l'enquête du Département du Travail de l'Etat a permis de détecter de nombreuses fausses déclarations effectuées avec des identités usurpées en provenance de Floride. En collaborant avec les forces de l'ordre fédérales, les enquêteurs ont trouvé une cache d'identités volées, des centaines de cartes de crédit et de débit et des preuves de fraude contre de nombreux programmes de prestations de l'Etat. L'accusé a plaidé coupable devant le tribunal fédéral la semaine dernière et attend sa condamnation. L'exploration de données a empêché le paiement d'environ 10 millions de dollars de prestations illégales à près de 700 personnes au cours des trois dernières années.

<b>Méthode de prévention</b>	<b>Économies</b>	<b>Estimé Demandes bloquées</b>
Croisement des nouvelles recrues	409 millions de dollars	208 000
Croisement des incarcérations	18 millions de dollars	7 600
Blocage d'adresses IP étrangères	97 millions de dollars	42 000
Exploration de données	10 millions de dollars	670

Le Commissaire d'Etat au Travail, Peter M. Rivera, a déclaré : « Le Département du Travail utilise et contribue à développer les dernières technologies pour empêcher la fraude à l'assurance chômage à tous les stades du processus. Nous sommes aussi proactifs que possible en prévenant la fraude, et lorsque des personnes malhonnêtes tentent de percevoir des prestations qui ne leur sont pas dues, les enquêteurs attendent de les attraper avant que l'argent ne leur parvienne. Le Département s'est engagé à maintenir un système d'assurance chômage équitable, raisonnable et exempt de fraude. »

En plus d'empêcher la fraude, le Département du Travail recouvre les paiements des prestations qui ont été illégalement perçues et transmet les cas aux fins de poursuites. Les mesures de la réforme complète d'assurance chômage du Gouverneur Cuomo ont créé un mécanisme plus fort pour prévenir, détecter et recouvrer les prestations qui ont été frauduleusement perçues.

En tant que chef de file national de la prévention de la fraude, de nombreuses méthodes du Département du Travail ont été adoptées par d'autres Etats. Au vu du rôle clé de l'Etat de New York dans la prévention de la fraude, l'Etat a été sélectionné en 2012 pour abriter le Centre d'Excellence de l'Intégrité en Assurance Chômage (Unemployment Insurance Integrity Center of Excellence) – une collaboration nationale entre les agences d'Etat pour l'emploi, le Département du Travail des Etats-Unis, et l'Association nationale des agences d'Etat pour l'emploi. Le Centre est un laboratoire d'innovation pour les stratégies d'intégrité dans le programme d'assurance chômage, en particulier axé sur la détection de la prévention et le recouvrement de paiements impropres. Ces efforts permettront d'améliorer davantage l'intégrité du système dans l'Etat de New York et dans d'autres Etats.

Pour signaler de manière anonyme tout type de fraude, veuillez visiter [www.labor.ny.gov/fraud](http://www.labor.ny.gov/fraud). Pour plus d'informations sur ce qui constitue une fraude à l'assurance chômage, veuillez appeler le 1-888-598-2077 ou visiter [www.labor.ny.gov/agencyinfo/uifraud.shtm](http://www.labor.ny.gov/agencyinfo/uifraud.shtm).

###

Des informations complémentaires sont disponibles à [www.governor.ny.gov](http://www.governor.ny.gov)  
Etat de New York | Executive Chamber | [press.office@exec.ny.gov](mailto:press.office@exec.ny.gov) | 518.474.8418

**We Work for the People**  
Performance \* Integrity \* Pride